

Sécuriser les procédures de reclassement pour inaptitude



Gestionnaires RH, responsables de service, juristes, DRH, médecin du travail, gestionnaires GPEC et toute personne en charge du reclassement



½ journée



- Identifier les situations à risque dans les procédures de reclassement pour inaptitude.
- Adapter la stratégie de reclassement aux contraintes statutaires, médicales et organisationnelles.
- Sécuriser la procédure pour prévenir le contentieux (motivation, traçabilité, délais).
- Gérer les refus, désaccords et blocages dans la recherche ou la proposition de poste.



Expertise



Format : présentiel, visio, intra, sur mesure



Apports théoriques ; quiz ; cas pratiques et support documentaire

Programme :

Les fondements du reclassement et les premières zones de risque

- Différencier les inaptitudes temporaires et définitives, imputables ou non au service
- Le reclassement : une obligation juridique de moyen
- Les erreurs initiales :
 - confusion entre inaptitude et refus de poste
 - décision trop rapide de licenciement
- Exemples de jurisprudence : le juge administratif face à la "recherche réelle et sérieuse"

Les difficultés dans la recherche de reclassement

- Recherche "effective et personnalisée" : comment la prouver ?
- Contraintes de structure : petites collectivités, métiers très techniques, postes inexistants
- Refus de poste par l'agent : quand est-il légitime ? quelles suites possibles ?
- Réaffectation sur un poste modifié ou aménagé : limites du pouvoir d'adaptation

Les situations de blocage et la fin de procédure

- Licenciement pour inaptitude : conditions de légalité et sécurisation de la décision
- Gestion des refus multiples ou des absences de poste : documentation du dossier
- Équilibre entre obligation de reclassement et bon fonctionnement du service
- Droit à indemnisation : attention aux contentieux pour défaut de recherche sérieuse

Check-list de sécurisation et bonnes pratiques

- Traçabilité des démarches : mails, courriers, comptes rendus, entretiens
- Formulations à proscrire et modèles à privilégier
- Grille de contrôle avant signature de l'arrêté ou notification de la décision finale